

# PAPIER D'ANALYSE

## FINANCEMENT SOLIDAIRE DES COÛTS LIÉS AU CORONAVIRUS, LUTTE CONTRE LA PRÉCARISATION, GESTION DE LA CRISE CLIMATIQUE :

pour un renouveau social et écologique radical

(Document de travail de la Présidence, non amendable)



# Contenu

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Introduction</b>   | <b>3</b>  |
| <b>1. La situation économique : la crise comme accélérateur de la polarisation sociale</b>        | <b>5</b>  |
| <b>2. Maintenir la dette du coronavirus – contre l’alarmisme de la droite en matière de dette</b> | <b>10</b> |
| <b>3. Plan du programme d’impulsion pour un renouveau social et écologique</b>                    | <b>13</b> |
| <b>4. Le financement solidaire du nouveau départ</b>  | <b>15</b> |

## INTRODUCTION

Lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 13 février 2021, le PS Suisse a adopté un premier papier de position sur la façon de surmonter la crise du coronavirus, intitulé « **Protéger la santé – préserver les moyens de subsistance** »<sup>1</sup>. De nombreuses questions sur les causes et les conséquences de la crise du coronavirus y restaient sans réponse : précarisation, incertitude économique, redistribution, égalité, financement solidaire de la crise, nouveau départ social et écologique... En vue de l'Assemblée des délégué-e-s du 8 mai 2021, le PS Suisse soumet maintenant à votre attention le présent papier d'analyse et un document de revendications sur les questions urgentes dans le domaine de la politique financière. Il y expose un programme socio-écologique de renouveau pour l'après-crise. Les revendications concrètes sont énoncées dans un document séparé. Les leçons à tirer à plus long terme de la crise du coronavirus seront ensuite thématiques à l'occasion du Congrès du parti, qui se tiendra le 28 août 2021. Les principaux sujets abordés lors de celui-ci seront le système sanitaire et social, c'est-à-dire la revalorisation des soins, le financement et l'organisation du système de santé, mais aussi les lacunes du système social que la crise du coronavirus a révélées, par exemple dans le cas des travailleurs/ses indépendant-e-s, ainsi que le rôle de l'industrie pharmaceutique ou le fonctionnement des institutions et la répartition des tâches (responsabilités) entre la Confédération et les cantons.

Comme nous l'avons appris, une pandémie se compose de trois phases qui se chevauchent : la première phase de l'urgence généralisée consiste à prévenir l'effondrement du système de santé, à soigner les malades, à mobiliser toutes les ressources du domaine de la santé et des soins et à fournir les biens essentiels, en l'occurrence des équipements de protection, des lits d'hôpital, des unités de soins intensifs et des appareils respiratoires. Le personnel infirmier, les hommes et femmes médecins, les pharmaciens-ne-s, les postiers/ières, les nettoyeurs/euses de rue, les chauffeurs/euses de bus, les caissiers/ères de supermarché, les enseignant-e-s, les personnes prenant en charge des enfants et bien d'autres encore ont accompli des choses extraordinaires au cours de cette phase, qui est toujours en cours – malgré le lockdown, ces personnes ont dû continuer de travailler, souvent dans des conditions précaires. Nombre de ces professions ont une chose en commun : elles ne sont pas assez rémunérées et les conditions de travail y sont précaires/mauvaises<sup>2</sup>. La deuxième phase consiste à maîtriser l'épidémie. Au cours de cette phase, les priorités sociales sont doubles : une grande partie de la population doit être maintenue en quarantaine pour la sécurité de tou-te-s et, simultanément, il faut garantir l'approvisionnement en biens essentiels et en services publics de base – pendant le temps nécessaire pour maîtriser le virus ou jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible. Dans cette phase, il est également important de protéger les travailleurs/euses et les branches particulièrement touchées et de les maintenir à flot financièrement grâce à des aides publiques. Enfin, il y aura un après, une troisième phase au cours de laquelle les conséquences économiques et sociales se déploieront. Nous sommes actuellement entre la deuxième et la troisième phase. La préparation de

---

<sup>1</sup> [COMMENT SURMONTER LA CRISE DU CORONAVIRUS : PROTÉGER LA SANTÉ – PRÉSERVER LES MOYENS DE SUBSISTANCE](#) Papier de position du PS Suisse, adopté lors de l'Assemblée des délégué-e-s numérique du 13 février 2021.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir les revendications formulées dans le premier papier de position du 13 février 2021.

la troisième phase nous oblige à prendre des décisions de grande portée : **nous pouvons ici choisir entre un « poursuivre sur la même voie » économiquement et socialement destructeur et un nouveau départ social et écologique radical après la crise.**

Maintenant que le PS a déjà contribué dans une mesure décisive, contre la volonté du camp bourgeois, à faire en sorte que les pires conséquences sociales et économiques puissent être amorties (sauvegarde des emplois, aide aux PME, à la culture et aux travailleurs/euses indépendant-e-s, renforcement des allocations de chômage partiel, réductions des loyers dans différents cantons), il s'agit de développer une perspective de renouveau après la crise. Il est urgent de le faire : il apparaît déjà clairement que la crise a encore aggravé et accentuera encore les différences sociales existantes, que la précarisation d'un grand nombre de travailleurs/euses progresse et que la pression sur les performances et l'insécurité de l'emploi augmente. Contrairement à la formule fourre-tout selon laquelle « nous sommes toutes et tous dans le même bateau », la crise touche les gens de manière très inégale : même si tout le monde a dû réduire ses dépenses, celles et ceux qui n'avaient déjà presque pas de réserves ont été particulièrement touchés. Les femmes sont les premières concernées, tant sur le plan économique, parce que les métiers dits « féminins » ont été particulièrement touchés, que sur le plan social : l'augmentation du nombre de cas de violence domestique, notamment, en est la preuve. Pour le PS, il est donc clair qu'en tant que société, nous devons sortir de la crise sur un mode plus féministe, plus écologique, plus social et plus démocratique. C'est pour nous la seule façon de nous préparer aux crises à venir.

Le financement de la crise est ici tout sauf une question technocratique mineure. Si, lors de la crise liée au coronavirus, les 300 personnes les plus riches de Suisse deviennent encore plus riches, si les grands groupes d'entreprises versent des dividendes records, alors que, dans le même temps, des centaines de milliers de personnes craignent pour leur existence et n'ont pas de revenus, on peut redouter le surgissement, après la crise sanitaire, d'une crise sociale d'une puissance explosive ravageuse. **C'est pourquoi le PS s'oppose à l'idée selon laquelle celles et ceux qui ont été particulièrement mis à contribution pendant la crise aient encore à subir le plus sévèrement les conséquences de celle-ci. Le PS rejette toute augmentation des impôts sur le revenu du travail ou des taxes à la consommation (taxe sur la valeur ajoutée) pour financer la crise. Bien plutôt, les coûts du coronavirus doivent être considérés comme des dépenses extraordinaires – l'endettement qui en résulte ne doit pas et ne saurait être réduit.** En effet, les programmes publics d'austérité frapperaient à leur tour le plus durement les plus vulnérables – notamment de nombreuses femmes et personnes issues de l'immigration – et seraient diamétralement opposés à toute reprise économique. **Il faut plutôt un programme de nouveau départ pour améliorer les moyens de subsistance de toutes celles et de tous ceux qui, avant même la crise, devaient déjà lutter contre des perspectives d'avenir incertaines, vivaient dans la crainte liée à la hausse des coûts de la santé, au logement, à la garde des enfants, à la qualité des services publics et à la destruction de l'environnement, et qui maintenant devraient encore payer un lourd tribut à la pandémie.**

## 1. LA SITUATION ÉCONOMIQUE : LA CRISE COMME ACCÉLÉRATEUR DE LA POLARISATION SOCIALE

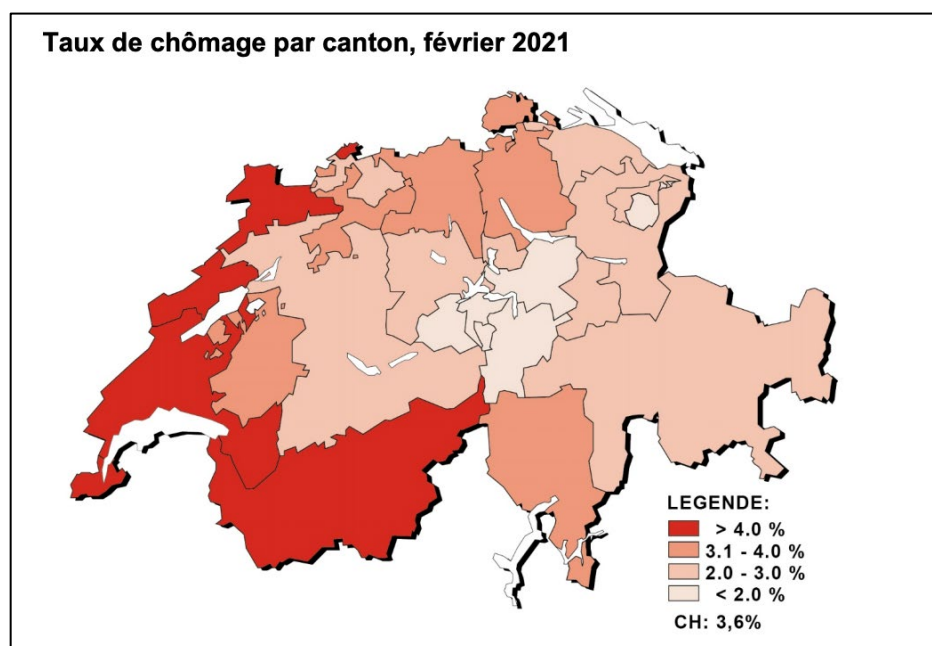
Bien avant le coronavirus, la croissance économique annuelle moyenne des pays membres de l'OCDE a baissé, passant de 5,7 % dans les années 1960 à 3,6 % dans les années 1970, à 3 % dans les années 1980, à 2,6 % dans les années 1990 et à 1,9 % entre 2000 et 2019<sup>3</sup>. La faiblesse de la conjoncture de ces dernières années a globalement entraîné un affaiblissement du dynamisme sur le marché du travail. Les travailleurs/euses de plus de 50 ans qui perdent leur emploi ont toujours plus de mal à retrouver des formes d'emploi équivalentes. Pendant ce temps, nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail avec un bon niveau de formation sont obligés de rédiger des centaines de demandes d'emploi, d'effectuer de nombreux stages mal rémunérés et de suivre formation continue sur formation continue pour enfin obtenir un poste temporaire à temps partiel extrêmement exigeant dans les échelons moyens ou supérieurs du secteur des services. Globalement, la polarisation du marché du travail entre, d'une part, les travailleurs/euses qualifiés surchargés et bien rémunérés et, d'autre part, les travailleurs/euses peu qualifiés, sous-employés et mal rémunérés s'était déjà accentuée dans les années précédant la crise.

La crise du coronavirus ne fait qu'exacerber cette tendance. Elle a clairement laissé des traces dans l'économie suisse et, surtout, sur le marché du travail. Depuis le début de la crise, au début de l'année 2020, le nombre de chômeurs/euses a augmenté de quelque **50 000 personnes**, pour atteindre environ 160 000 âmes. Le taux de chômage était de 3,6 % en février 2012. **Le nombre de chômeurs/euses de longue durée a plus que doublé, passant de 13 631 à 29 670 (décembre 2020), tandis que le nombre de demandeurs/euses d'emploi est passé de 190 000 à environ 260 000. Il s'agit du chiffre le plus élevé de ces 20 dernières années. Toujours plus de personnes sont au chômage pendant de longues périodes, voire plus d'un an.** De quoi redouter une augmentation du chômage incompressible – ou craindre que davantage de personnes ne soient pas en mesure de retrouver le chemin du marché du travail même après la fin de la pandémie. Les conseillers/ères des offices régionaux de placement parlent de chômeurs/euses de plus en plus désespérés.

---

<sup>3</sup> Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial, 2020. Pour la Suisse : <https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/2020-croissance-fragile-dans-un-environnement-incertain>.

Les régions de la Suisse sont touchées très diversement :



Grâce à la réduction de l'horaire de travail, le nombre de personnes ayant perdu leur emploi n'a pas été encore plus élevé qu'il ne l'est déjà. En novembre 2020, plus de 34 000 entreprises étaient encore en chômage partiel, ce qui représente environ 300 000 personnes (au plus fort de la pandémie, en avril 2020, plus d'un million de personnes étaient en chômage partiel). Toutes ces personnes ont eu à subir des pertes de salaire. **Entre janvier et novembre 2020, la Suisse a dépensé 9,2 milliards de francs pour le chômage partiel. Un montant supplémentaire de 6 milliards de francs a été prévu pour l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) en 2021. Si l'on suppose, sur la base d'un calcul approximatif, que 80 % des salaires ont été indemnisés dans chaque cas, cela correspond à des pertes salariales d'environ 3 milliards de francs.**

Selon des estimations approximatives, le sous-emploi lié au coronavirus dans le monde et en Suisse serait de 4 à 5 %. Le recul du PIB devrait avoisiner 3,5 % en 2020, tandis que les prévisions sont plus positives pour 2021, dans la mesure où la croissance devrait être de 3 %. Dans toute l'Europe, les économistes constatent une baisse des investissements, qui devrait se traduire par une diminution des capacités de production<sup>4</sup>. Le niveau élevé de sous-emploi et la forte récession économique ont coûté de nombreuses ressources, ce qui risque d'entraver le développement économique après la crise. Un chômage élevé et le retrait de personnes du marché du travail pourraient entraîner une baisse du niveau d'occupation. Actuellement, certain-e-s apprenti-e-s et étudiant-e-s fraîchement diplômé-e-s éprouvent eux/elles aussi de grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail, par exemple parce qu'ils/elles ne peuvent pas rester dans leur entreprise formatrice après leur apprentissage. Le risque que cela les désavantage sur le marché du travail à plus long terme est bien réel.

<sup>4</sup> Les prévisions de l'OCDE pour la zone euro sont bien pires que pour les États-Unis et la Chine. Cela nous touchera également en Suisse, même si l'Asie est actuellement en plein essor. Voir ici : <https://www.socialeurope.eu/europes-long-covid-economic-frailty>

Une étude du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) a montré que les **ménages à faible revenu ont particulièrement souffert de la crise du coronavirus**, alors que les ménages à haut revenu s'en sont comparative-ment bien sortis (l'étude a été publiée en février 2021)<sup>5</sup>. Les personnes vivant au sein d'un ménage dont le revenu est faible, inférieur à 4 000 francs suisses, ont fait état d'une très forte baisse de leur revenu, de 20 % en moyenne, depuis le début de la pandémie<sup>6</sup>. 11 % des ménages dont le revenu est inférieur à 4 000 francs ont même déclaré avoir réduit leurs dépenses parce qu'ils disposaient de moins d'argent. **Les différents changements dans les dépenses et les revenus se sont également reflétés dans l'épargne des ménages : alors que celle-ci a baissé de manière significative dans les ménages à faibles revenus, elle a augmenté pour la moitié des ménages aux revenus les plus élevés. Environ 39 % des personnes vivant au sein d'un ménage dont le revenu mensuel est inférieur à 4 000 francs ont également déclaré avoir puisé dans leur épargne pour couvrir leurs dépenses courantes.** « C'est particulièrement effrayant », a déclaré Isabel Martínez, économiste du KOF, dans le « Blick ». « Car ces personnes ne gagneront pas soudainement 6 000 francs, même après la pandémie. Comment vont-elles payer leurs dettes ? » Il est vrai que toutes les catégories de revenus ont subi des pertes. « Mais la pandémie ne frappe pas tout le monde dans la même mesure, précise I. Martínez. Plus on est pauvre, plus c'est grave. » Les classes sociales inférieures doivent supporter des risques plus importants en termes de revenu et de santé. Et elles ont moins de ressources pour se défendre, moins de droits de codécision, pas de syndicats ni de comités (conseils) d'entreprise<sup>7</sup>. **Une partie des travailleurs/ses indépendant-e-es, qui perdent des client-e-s, les mères célibataires, les personnes endettées, les retraité-e-s sans actifs (fortune, patrimoine), les sans-papiers et les personnes marginalisées passent entre les mailles de tous les filets sociaux et sont exclus des programmes d'aide, qui se chiffrent en milliards de francs.**

L'**inégalité a également un aspect clairement lié au genre**<sup>8</sup>. En effet, deux tiers des personnes à bas salaire sont des femmes, dont beaucoup sont issues de l'immigration. Selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes ont également été plus touchées par les pertes d'emploi, du moins au cours du 4<sup>e</sup> trimestre de 2020. Selon la statistique de l'emploi, au

---

<sup>5</sup> KOF : [La crise du coronavirus a creusé les inégalités en Suisse](#), 23 février 2021.

<sup>6</sup> En revanche, pour les personnes appartenant à des ménages dont le revenu mensuel est supérieur à 16 000 francs, les revenus n'ont diminué que de 8 %.

<sup>7</sup> Le sociologue [Oliver Nachtwey](#) dans le *Süddeutsche Zeitung*, le 9 mars 2021

<sup>8</sup> On nous avertit à juste titre d'une [CRISE APRÈS LA CRISE](#), journal *Work* du 12 juin 2020 : « *Même lors des crises où les femmes sont plus épargnées que les hommes par la première vague de licenciements, les effets dits « en aval », comme les mesures d'économies (mesures d'austérité) étatiques, ont tendance à les frapper plus durement, car ils sont multiples. Les plans d'austérité étatiques se traduisent généralement par des coupes dans les domaines de la santé, des soins (prise en charge), de la formation et des prestations sociales. Les femmes le ressentent très directement. En effet, les coupes dans les services de garde d'enfants ou de soins infirmiers signifient que ce sont les femmes en particulier qui doivent combler cette lacune dans leur vie privée et se mettre en retrait dans leur vie professionnelle. Les coupes dans les prestations sociales touchent également plus les femmes que les hommes. Celles-ci sont plus susceptibles de dépendre de l'aide de l'État en raison de salaires plus bas, par exemple. En Suisse, 60 % des bénéficiaires de prestations complémentaires (PC) sont des femmes. Contrairement à la crise financière de 2008, la crise du coronavirus frappe maintenant les femmes dès le début, et non « en aval ». Entre autres parce qu'elles travaillent à temps partiel. Et que les entreprises suppriment d'abord les emplois à temps partiel.* »

quatrième trimestre 2020, un total de 0,4 % des emplois (moins 23 000 emplois) ont été perdus par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'emploi a reculé de 0,6 % (moins 14 000 emplois) chez les femmes, de 0,3 % (moins 9 000 emplois) chez les hommes.

L'étude du KOF citée ci-dessus aboutit à une conclusion claire : **en général, il semble que la pandémie exacerbe les inégalités existantes. Dans la plupart des cas, les ménages situés au bas de l'échelle des revenus ont été plus durement touchés par la crise que les ménages plus riches – dans certains cas, de manière significative. En résumé : les hauts revenus ont tiré profit de la crise, tandis que les travailleurs/euses peu qualifiés ont subi une pression encore plus forte.**

La CSIAS (Conférence suisse des institutions d'action sociale) a tiré la sonnette d'alarme en conséquence au début de l'année 2021 : « l'impact économique à long terme de la crise de la Covid-19 est difficile à évaluer. **Cependant, on peut supposer qu'une partie de la population subira des pertes à moyen et long terme et se verra contrainte de solliciter une forme de soutien. Les groupes vulnérables comprennent notamment les chômeurs/euses de longue durée, qui éprouvent encore plus de difficulté à réintégrer le marché du travail en raison de la crise, et les indépendant-e-s à faible revenu.** Certains de ces groupes dépendront de l'aide sociale pendant les deux prochaines années. »<sup>9</sup> Dans le scénario de référence, le nombre de personnes dépendant de l'aide sociale augmentera de 21 %. Cela aura des conséquences financières (en termes de coût) dans le domaine de l'aide sociale à hauteur de 821 millions de francs. La CSIAS, en tant qu'association professionnelle d'aide sociale, appelle le Conseil fédéral à continuer d'appliquer les mesures de soutien actuellement en vigueur jusqu'à la fin de la pandémie de coronavirus. Y mettre fin prématurément conduirait inévitablement à une surcharge de l'aide sociale en tant que dernier filet de sécurité sociale. Il est également important de permettre à la jeune génération d'entrer dans la vie professionnelle malgré la crise et, en même temps, de préparer la population active à la transition numérique par une formation continue ciblée.

Ce point de départ doit être pris en compte tant pour le financement des dépenses liées au coronavirus que pour les programmes de redémarrage d'après la crise. Il faut également tirer les leçons de la crise sociale que cette pandémie a révélée. On doit investir dans les secteurs de la santé et des soins, mais aussi dans les systèmes sociaux, si on entend compenser équitablement les conséquences de la crise du coronavirus et rendre ces secteurs et systèmes plus résistants aux crises futures. **Il serait inadmissible que celles et ceux qui ont payé le plus lourd tribut et subi les plus grandes pertes pendant la crise se retrouvent à l'issue de celle-ci dans une situation pire qu'auparavant.** Comme mesure à court terme, le PS a réussi à obtenir l'augmentation de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) de 80 à 100 % du salaire pour les bas revenus. Mais cela ne suffit pas. Fixé à 4 000 francs, le seuil est trop bas. La même approche devrait être adoptée pour les indemnités de chômage. De plus, le système des assurances sociales, en Suisse, devrait être rendu

---

<sup>9</sup> CSIAS, [Papier d'analyse](#) du 7 janvier 2021.



plus résistant aux crises. La question du salaire minimum vital devient elle aussi plus explosive.

En ce qui concerne les perspectives conjoncturelles, on table sur un redressement de l'économie suisse d'ici à la fin de l'année 2021<sup>10</sup>. Or, ici aussi, un fossé de plus en plus profond se creuse. Alors qu'une grande partie de l'économie se bat pour survivre et que, malgré les mesures d'aide, un changement structurel induit par le coronavirus s'est installé, d'autres parties de l'économie continuent de se porter relativement bien. La Suisse dans son ensemble est jusqu'à présent sortie relativement indemne du deuxième lockdown. En janvier et février 2021, la récession a été beaucoup plus faible que lors du lockdown du printemps 2020. Les chiffres sont meilleurs que prévu, notamment dans les secteurs de l'industrie et de l'exportation (produits pharmaceutiques, produits alimentaires, secteur financier, etc.) : les marchés de vente en Asie sont en plein essor. Mais les affaires vont bien à l'intérieur de l'Europe également. **Lors du premier lockdown, au printemps 2020, les entreprises industrielles ont été fermées sur la moitié du continent. Aujourd'hui, les chaînes d'approvisionnement industrielles fonctionnent de nouveau à large échelle. En revanche, certaines branches liées à la consommation sont particulièrement touchées, mais elles ne représentent que 3 à 5 % du PIB. Ainsi, le deuxième lockdown a également créé une sorte de société à deux vitesses dans l'économie.** L'industrie axée sur l'exportation et certains secteurs de services (banques, compagnies d'assurance, sociétés immobilières) se portent bien, tandis que les secteurs tournés vers le marché intérieur, tels que le commerce de détail, la restauration ou l'événementiel souffrent du lockdown. C'est le résultat de décisions politiques expressément voulues. Les fermetures de magasins, en particulier, ont fait des ravages : les chiffres d'affaires du commerce de détail non alimentaire ont chuté d'environ 60 % par rapport au début de l'année. Pour les détaillant-e-s ou les restaurateurs/trices, le fait qu'un secteur performant ait évité des pertes macroéconomiques plus importantes peut constituer une maigre consolation.

**Quoi qu'il en soit, l'histoire nous enseigne que les grandes épidémies ont pour la plupart de graves conséquences économiques.** Historiquement, les phases de ralentissement économique sont généralement suivies d'une hausse du chômage, elle-même suivie d'une phase de sous-emploi et de précarité croissante. Pour la plupart des travailleurs/euses, l'obligation – inhérente au capital – de réduire les coûts de production après la crise débouchera avant tout sur une intensification du travail sans augmentation correspondante des salaires. Cette tendance est déjà observable. Par exemple, la crise a entraîné une délocalisation du travail : à l'étranger, vers des plates-formes en ligne et globalement vers des emplois précaires (Uber Eats au lieu de restaurants, des professions non réglementées au lieu de secteurs soumis à une CCT). Les restaurants fermés ont misé sur des services de plats à emporter ou à livrer, par exemple. Ces derniers ont souvent été fournis à l'aide de services de messagerie, tels que Uber Eats, eat.ch ou Smood. Ceux-ci font de bonnes affaires. Les chiffres d'affaires se sont multipliés. Toutefois, comme l'a rapporté le magazine des consommateurs « Saldo », les restaurants et les chauffeurs n'y trouvent pas leur compte. Les services de livraison facturent aux restaurateurs/trices jusqu'à 30 % du prix du menu. Et les coursiers/ères eux-mêmes/elles-mêmes sont également payés des salaires de misère.

---

<sup>10</sup> <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-82650.html>

Chez Smood, un chauffeur gagne 19 francs par heure. Il n'y a pas de supplément pour le travail du soir et du dimanche. Par l'expansion du travail de services simple, par l'universalisation, la standardisation et la densification du travail, le capitalisme numérique contribue notamment à affaiblir davantage le pouvoir de demande des groupes sociaux. Cela entraîne une perte de revenus pour les prestataires de services dans les zones urbaines ; les prestataires étrangers tels que Zalando ou Amazon, entre autres, profitent dans une mesure disproportionnée du transfert du commerce de détail vers Internet. Par conséquent, davantage de pouvoir d'achat échappe à la Suisse.

**Enfin, une caractéristique particulière de cette crise est qu'elle n'a pas seulement touché les personnes peu qualifiées qui se trouvent tout au bas de l'échelle des revenus,** comme le « nouveau prolétariat des services » (services de nettoyage, services de sécurité, services de colis et de courrier, travailleurs/euses de l'hôtellerie et de la restauration, vendeurs/euses, logistique, travail en entrepôt, travailleurs/euses à domicile, travailleurs/euses indépendant-e-s dans la « gig economy », éducateurs/trices, coiffeurs/euses ou esthéticien-e-s, etc.)<sup>11</sup>. Sont également touchées par la crise certaines parties des « **nouvelles classes moyennes** », **comme les personnes travaillant dans les branches de la culture, de la connaissance ou de la création, y compris de nombreux/euses travailleurs/euses indépendant-e-s.** Depuis un certain temps, ils/elles souffrent de perspectives d'avenir incertaines ou pâtissent d'une dévaluation des titres de formation (diplômes et certificats), de perspectives d'avancement soumises à des conditions plus strictes, d'une baisse des salaires, d'une forte pression sur les performances et de la concurrence, de l'augmentation des primes d'assurance-maladie, des loyers et des prix de l'immobilier, ainsi que de frais élevés pour la garde des enfants. La crise va encore accroître ce sentiment d'instabilité. Les petites entreprises sont particulièrement touchées. Restaurants, cafés, clubs, petits commerces, opérateurs culturels, artistes, entreprises du secteur des services à la personne (studios de yoga, de danse, centres de fitness, etc.). Là aussi, les aides financières transitoires – grâce notamment au PS – ont aidé à court terme, mais il y aura encore beaucoup de retard et un grand travail de rattrapage à accomplir.

## **2. MAINTENIR LA DETTE DU CORONAVIRUS – CONTRE L'ALAR- MISME DE LA DROITE EN MATIÈRE DE DETTE**

Malgré la pandémie de coronavirus (et le marasme économique le plus grave depuis 1975), la Confédération ne prévoit pas de récession prolongée à moyen terme en ce qui concerne le budget national. Elle table donc sur des comptes équilibrés, voire positifs, de 2022 à 2024 (excédents structurels de 1,2 milliard de francs pour 2022 et 2023, et jusqu'à 1,4 milliard pour 2024), grâce notamment à l'augmentation des distributions de la Banque nationale suisse (6 milliards de francs déjà pour 2020 et quatre autres années ; la Confédération reçoit 2 milliards, les deux tiers restant allant aux cantons). Cela s'explique également par le fait

---

<sup>11</sup> À ce sujet, voir par exemple l'entretien avec Philipp Staab <https://www.brandeins.de/magazine/brand-eins-wirtschaftsmagazin/2014/arbeit/die-unsichtbaren>.

que les dépenses liées au coronavirus sont considérées comme des dépenses extraordinaires, ce qu'elles sont effectivement, et ne sont donc pas incluses dans ces chiffres.

Or, le Conseil fédéral a déjà précisé à la fin de 2020 (derniers plans connus) comment il entendait traiter les « dettes liées au coronavirus ». Il voulait réduire à terme les « dettes liées au coronavirus » d'environ 15 milliards de francs. Actuellement, on s'attend à ce que les dettes liées au coronavirus s'élèvent à environ 45 milliards de francs. S'il suivait ses plans, le ministre des Finances s'abstiendrait d'augmenter les impôts et de mettre en œuvre des mesures de démantèlement (le Parlement l'y a d'ailleurs engagé dans les objectifs de la législation), et il n'aurait pas non plus touché aux distributions de bénéfices de la Banque nationale (BNS) : bien plutôt, les dettes liées au coronavirus devraient être remboursées sur au moins 15 ans par l'intermédiaire de ce que l'on appelle les soldes de crédits. L'intention du ministre des Finances : retirer toute marge de manœuvre restante du budget fédéral.

Pour le PS, c'est la mauvaise voie à suivre. **Les dépenses liées au coronavirus doivent être considérées comme des dépenses extraordinaires et aussi être traitées comme telles du point de vue de la technique financière. L'endettement qui en résulte ne doit pas être et ne saurait être remboursé/réduit. Tout cela est inutile et ce serait totalement contre-productif en termes de politique économique.** Une politique d'austérité et de réduction des dépenses mettrait en péril la reprise économique. Cela vaut également pour le niveau cantonal<sup>12</sup>.

**Ce ne sont pas seulement les programmes de démantèlement qui doivent être rejetés, mais aussi toute forme de réduction des impôts. Cela pourrait s'assimiler à un pillage frivole de la caisse de l'État, qui profiterait aux mauvais destinataires et ne ferait qu'exacerber les inégalités dans la société : les suppressions des droits de timbre et des droits de douane sur les produits industriels prévues au niveau fédéral, le changement de système de l'imposition de la propriété résidentielle, l'augmentation de la déduction des primes d'assurance-maladie dans l'impôt fédéral et la taxe au tonnage (« tonnage tax ») anticonstitutionnelle doivent enfin être abandonnés.**

Il serait donc également tout aussi erroné de taxer plus lourdement le travail, qu'il s'agisse de taxes sur les revenus du travail ou de taxes sur la consommation (TVA). **C'est l'inverse**

---

<sup>12</sup> À ce sujet, voir aussi l'article du KOF <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/2021/01/Que-signifie-l'augmentation-de-la-dette-publique-pour-la-Suisse.html>

« Fin septembre, la Confédération s'attendait à ce que le taux (ratio) d'endettement pour la Suisse, calculé selon le mode de calcul de Maastricht, augmente de 3,4 points de pourcentage (pp) à partir de (par rapport à) 25,8 % en raison de la crise. En octobre, le KOF a estimé que le taux d'endettement de la Suisse devrait augmenter de 4,5 pp en raison de la pandémie. Par rapport à la zone euro, où une augmentation de près de 16 pp est attendue en 2020, et aux États-Unis, où l'augmentation prévue atteint même plus de 19 pp, les finances publiques suisses se trouvent donc, comparativement, dans une position confortable. En raison de la deuxième vague de la pandémie, l'augmentation du taux d'endettement de la Suisse ne peut être prévue de manière plus fiable pour le moment. Cela dit, même avec une augmentation de 10 pp, voire – si les choses devaient être bien pires que prévu jusqu'à présent – de 20 pp, des ratios d'endettement d'un peu plus de 35 %, voire de 45 %, après la fin de la crise seraient encore extrêmement faibles en comparaison internationale. (...) En d'autres termes, les finances publiques de la Suisse sont/seront solides à tous égards, tant pendant qu'après la crise actuelle. La réduction rapide de la dette réclamée par de nombreux milieux n'est donc pas impérative, d'autant plus qu'un retour à l'équilibre budgétaire sur le cycle à l'avenir réduirait déjà rapidement le taux d'endettement. (...) Les emprunts émis (obligations émises) par la Confédération avec cette échéance sont actuellement souscrits avec des taux d'intérêt négatifs, de sorte que la Confédération gagnerait même des revenus si elle maintenait le niveau de la dette nominale constant jusqu'à ce que le ratio d'endettement baisse pour revenir au niveau d'avant la crise. »

Ou encore ici : <https://www.srf.ch/audio/echo-der-zeit/warum-die-covid-19-schulden-nicht-stehen-lassen?par-tid=11947009>.

**qui doit se produire : le capital et les gains en capital, les profiteurs de la crise doivent supporter une part équitable des coûts sociaux de la pandémie et de ses conséquences.**

Une réduction de la dette n'a également aucun sens sur le plan macroéconomique et comparativement à la situation économique internationale. La Suisse reste encore et toujours l'un des pays les moins endettés du monde. La crise du coronavirus frappe dans une mesure particulièrement forte « les pays en crise de la zone euro », ce qui peut entraîner de nouvelles tensions et incertitudes dans celle-ci. Cela menace de mettre le franc sous une nouvelle pression à la hausse. La réduction de la dette accroîtrait encore cette pression de façon totalement inutile. Et les dettes peuvent également être réduites sans de telles mesures. Une étude présentée par le PS<sup>13</sup> a clairement montré que la situation d'endettement de la Confédération avait fondamentalement changé depuis l'introduction du frein à l'endettement, en 2003. **L'étude prouve qu'à des taux d'intérêt très bas (situation actuelle), la dette publique est beaucoup plus facile à stabiliser. L'énoncé central de l'étude indique de manière scientifique et détaillée que tant que le taux d'intérêt sur l'obligation d'État est inférieur au taux de croissance du PIB, les dettes publiques diminuent quasi « intrinsèquement ». L'étude a conclu en avril 2020, au plus fort de la crise du coronavirus, que même un taux d'intérêt réel de 0 % entraînerait une réduction complète de la dette liée au coronavirus d'ici à 2040 – sans autre mesure.**

Des économistes de renom soutiennent ceci : le taux d'endettement de la Confédération, des cantons et des communes – la somme des dettes par rapport au produit intérieur brut – devrait passer, avec le coronavirus, d'un peu moins de 26 % à environ 32 %. C'est moins qu'au début du millénaire, et beaucoup moins encore en comparaison internationale. L'Allemagne a un taux d'endettement de plus de 70 %, l'Autriche de plus de 80 %, l'Italie de 160 %. **Nous aurons remboursé la dette due au coronavirus dans 10 à 15 ans au plus tard – sans avoir à prendre de mesures particulières,** estime l'historien de l'économie Tobias Straumann. L'économiste en chef de l'OCDE, Laurence Boone, a explicitement mis en garde les pays contre les politiques d'austérité. La politique d'austérité menée après la crise financière a été une grande erreur : « la première leçon à en tirer est que les gouvernements ne devraient pas appuyer sur les freins jusqu'à deux ans après le point bas de la crise. » Les dépenses publiques seraient également « socialement » égalisatrices. En effet, le fait que les banques centrales soient submergées de capitaux ne ferait qu'accroître les inégalités, car l'argent ne va pas dans des investissements productifs ou des emplois et ne profite donc guère à l'économie réelle. Bien plutôt, une grande partie de cet argent va dans des investissements spéculatifs, sur les marchés boursiers et des capitaux. Les dépenses des gouvernements élus, en revanche, ne sont pas seulement plus légitimes d'un point de vue démocratique que celles des technocrates des banques centrales ; les gouvernements pourraient également utiliser leurs dépenses de manière plus spécifique pour le bien de l'économie dans son ensemble (voir ci-dessous)<sup>14</sup>. En tout état de cause, les risques et les incertitudes concernant la période post-coronavirus ne doivent pas être sous-estimés. Il est important que les dangers soient identifiés à temps et que des contre-mesures soient prises

1. <sup>13</sup> The «burden» of Swiss public debt: Lessons from research and options for the future : <https://ideas.repec.org/p/qii/qiihei/heidwp14-2019.html> [en anglais].

<sup>14</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/oekonomen-warnen-jetzt-bloss-nicht-anfangen-zu-sparen-536773372694> [en allemand].

en matière de politique économique. La politique économique devrait être orientée de telle sorte qu'il soit préférable de risquer une légère surchauffe avec des mesures de stabilisation et de stimulation conjoncturelles plutôt que d'accepter un chômage élevé persistant et durable.

### 3. PLAN DU PROGRAMME D'IMPULSION POUR UN RENOUVEAU SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE<sup>15</sup>

Même si elle n'est pas aussi visible et pas ressentie avec la même acuité par tout le monde, la pandémie de coronavirus a entraîné la pire récession de l'économie suisse depuis 45 ans et le bout du tunnel n'est pas encore en vue. Les mesures de lutte contre la pandémie ont paralysé de larges pans de la vie sociale et économique. Dans le domaine économique, les modèles d'affaires ont été dévalués, les marchés de vente (débouchés commerciaux) se sont effondrés du jour au lendemain et les décisions d'achat ont été reportées ou carrément annulées. De nombreuses entreprises, y compris celles qui n'ont pas profité des aides fédérales liées à la crise, ont dû épuiser leurs réserves. **Aujourd'hui, il est d'autant plus important d'avoir un programme de reconstruction qui reprenne et combine la lutte contre les inégalités sociales, la précarisation et la destruction de l'environnement. Un programme qui associe systématiquement justice sociale et justice climatique.** Cela nécessite, premièrement, une sécurité sociale solide pour contrecarrer la précarisation *individuelle* (par exemple par des salaires minimaux plus élevés, une revalorisation des professions de services précaires, une garantie d'emplois et de places d'apprentissage, l'introduction d'une assurance générale du revenu (AGR)<sup>16</sup> ; deuxièmement, un secteur public robuste pour contrecarrer la précarisation *sociale* (par exemple par l'extension des mesures d'accompagnement pour protéger les travailleurs/euses des professions de services, ou surtout par des investissements dans le service public) ; et, troisièmement, des mesures volontaristes pour lutter contre le changement climatique, qui menace les moyens de subsistance de toutes et tous.

Pour le PS, l'État doit s'engager activement avant tout dans les domaines – importants – de la formation et de la formation continue (également pour les générations plus âgées), de la reconversion (notamment en ce qui concerne le chômage des jeunes), de la numérisation, de la transition énergétique et du tourisme durable<sup>17</sup>. La crise du coronavirus a eu pour conséquence que des branches entières ne se rétabliront pas avant longtemps, ou pas dans la même mesure (notamment la branche du voyage, le tourisme, l'industrie aérienne ou d'autres). La reconversion, la formation continue et la réinsertion des personnes ayant déjà une formation et une expérience professionnelle gagnent donc toujours plus en importance. Cela nécessite des offres et des modèles de financement adaptés aux adultes. C'est particulièrement vrai pour les travailleurs/euses âgés de plus de 50 ans. Pour ces personnes, il

---

<sup>15</sup> Pour les exigences concrètes, voir le document de revendications séparé.

<sup>16</sup> Ces revendications seront notamment thématiques lors du Congrès du 28 août 2021.

<sup>17</sup> Le PS a formulé ces exigences très tôt. Voir <https://www.sp-ps.ch/de/publikationen/medienkonferenzen/mit-solidaritat-gegen-die-coronavirus-krise-sp-prasentiert> ou [20.1037](https://www.sp-ps.ch/de/publikationen/medienkonferenzen/mit-solidaritat-gegen-die-coronavirus-krise-sp-prasentiert) DEMANDE URGENTE (10.09.2020) du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, Accompagner et soutenir les changements structurels liés au coronavirus par un programme de relance économique durable.

faut une formation destinée aux adultes avec des possibilités de participation et de codétermination des collaborateurs/trices, afin que les interruptions de travail soient réduites au strict minimum et que les nouvelles formations débouchent sur de réelles chances sur le marché du travail.

Toutes les personnes en quête d'un emploi doivent avoir droit à une planification concrète de leur carrière. Dans le cadre de l'assurance-chômage, les ORP ont besoin de ressources suffisantes pour pouvoir apporter aux demandeurs d'emploi un soutien ciblé dans la recherche d'un nouvel emploi. Le système actuel de financement dégressif des mesures relatives au marché du travail (MMT), qui alloue moins d'argent par habitant-e aux cantons dont le taux de chômage est plus élevé, est injuste et contre-productif<sup>18</sup>.

La réussite d'un apprentissage est synonyme de début de vie professionnelle, jette les bases d'une vie autonome et ouvre des perspectives pour la suite de la carrière. Un mauvais départ dans la vie professionnelle réduit les chances sur le marché du travail, avec des conséquences à long terme. La Confédération devrait donc accorder des bourses pour soutenir l'entrée, le maintien en emploi ou la reconversion des jeunes qui entrent sur le marché du travail et éviter ainsi qu'une mauvaise situation sur le marché de l'emploi au moment de l'obtention du diplôme n'ait un impact négatif sur leur entrée sur le marché du travail<sup>19</sup>.

Cette crise a accéléré le processus de numérisation de notre économie, de notre société et de notre administration. Outre les travailleurs/euses des secteurs durablement affaiblis, celles et ceux qui peinent à trouver leur voie dans une économie numérisée subiront une pression accrue. Il en résulte un besoin considérable de reconversion, qui nécessite un investissement important dans la formation et la formation continue (fonds de formation). Un plan de reconversion doit être élaboré pour accompagner ces travailleurs/euses (indépendamment de leur âge et de leur niveau de formation) sur le marché du travail. Les mesures d'activation de l'assurance-chômage doivent être complétées par une offre substantielle de formations coordonnées par l'État.

Au cours de cette crise, le télétravail et l'enseignement à distance ont pris racine. Il apparaît que dans certaines parties du pays, l'infrastructure numérique est encore totalement insuffisante. La Confédération doit veiller à ce que chaque village, chaque quartier, chaque hameau soit raccordé au réseau de fibre optique et que l'ensemble de la population dispose d'une infrastructure de base. De même, les limites de la numérisation dans la formation, notamment en termes d'égalité des chances, doivent être abordées.

La numérisation est un défi pour la classe politique et la société civile également. Ici aussi, on voit apparaître une forte dépendance à l'égard de géants technologiques incontrôlables, surtout américains. Il est inacceptable qu'une démocratie soit dépendante d'entreprises monopolistiques agissant de manière antidémocratique. La Confédération doit donc mettre à disposition des fonds destinés à faciliter le développement de solutions ouvertes et contrôlées démocratiquement pour la société civile. Une condition préalable au financement est que plusieurs organisations recherchent chaque fois ensemble une solution et la

---

<sup>18</sup> À ce sujet, voir les demandes du PS en matière de travail et de formation pour tou-te-s, avril 2019 <https://www.sp-ps.ch/de/kampagnen/unsere-18-forderungen-zum-recht-auf-arbeit-und-ausbildung-fuer-alle>.

<sup>19</sup> À ce sujet, voir [20.4567](#) INTERPELLATION de Sandra Locher Benguerel.

développent elles-mêmes ou la fassent développer par des entreprises privées locales, mais en tant que solution « open source ». Il faut également prendre connaissance dès que possible de l'« EU Digital Service Act », important et tourné vers l'avenir, et mettre en œuvre les exigences correspondantes pour la Suisse aussi<sup>20</sup>.

Il est également apparu que le secteur culturel, comme le secteur de la formation, disposait à peine de solutions numériques. Créer et exploiter l'infrastructure qui leur permet de travailler dans des situations de crise n'est ni la compétence essentielle ni l'intérêt central des actrices et acteurs culturel-le-s. Là encore, cela débouche sur les dépendances habituelles. Cependant, les solutions numériques pourraient être un moyen de conquérir un public supplémentaire aussi en dehors de la situation de crise. La Confédération doit donc lancer un appel d'offres pour le développement et l'exploitation d'une plate-forme nationale d'offres culturelles numérisées et financer son développement et son exploitation.

Le réchauffement climatique est sans aucun doute le plus grand défi de notre époque et est devenu la « question vitale » centrale de nos sociétés. L'UE, par exemple, planifie le plus grand « green stimulus » (« impulsion verte ») de l'histoire en investissant jusqu'à 500 milliards d'euros (budget de l'UE et « recovery plan » (plan de relance)) dans des programmes de transition écologique et numérique au cours des prochaines années. La Suisse doit participer activement à ces grands programmes de reconstruction avec ses propres contributions. Mais la Suisse prendra du retard si elle n'essaie pas de suivre le rythme du reste du monde en matière de politique économique. La crise du coronavirus a pris la Suisse à contre-pied. Le risque était connu. Malgré cela, nous ne nous y sommes pas préparé-e-s. **Alors que la crise du coronavirus finira par passer, parce qu'il s'agit d'un défi en phase aiguë, on n'entrevoit pas la fin de la catastrophe climatique mondiale. Raison de plus pour agir rapidement dès maintenant.** Pour nous, Parti socialiste, il est clair qu'une **politique climatique** ambitieuse ne peut être couronnée de succès que si elle est **systematiquement liée à une politique de justice sociale ainsi que de lutte contre la pauvreté et le précarité** (état de précarité économique et social durable ; ensemble des individus qui subissent cet état), si elle tient compte de la « nouvelle question sociale » du présent – incertitude économique croissante, précarisation.

#### 4. LE FINANCEMENT SOLIDAIRE DU NOUVEAU DÉPART

Au chapitre 2 du présent papier d'analyse, nous avons expliqué pourquoi il était économiquement pertinent, et socialement juste, de « laisser sans suite » les dépenses liées au coronavirus, de les considérer comme des dépenses uniques (ponctuelles) et de renoncer au remboursement et aux programmes d'austérité qui en découlent. Le chapitre 4 traite maintenant de la manière dont le programme de nouveau départ peut être financé après la crise et des demandes qui en découlent (voir le document séparé sur les revendications). En effet,

---

<sup>20</sup> [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment_en).

il ne s'agit plus de dépenses spéciales ponctuelles, mais d'investissements récurrents et à long terme dans un nouveau départ social et écologique.

Dès le début de la crise, le PS a déclaré qu'il n'accepterait pas que les coûts de la reconstruction soient répercutés sur les plus faibles et la classe moyenne. Il appelle à un effort de solidarité à l'échelle nationale et à une politique volontariste de la part de la Confédération, des cantons et des communes. Notre Constitution stipule que « la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres ». Cela s'applique d'abord et avant tout à cette crise. **Ce sont donc en priorité les plus riches et les entreprises qui profitent de cette période de crise qui doivent contribuer à maintenir le fonctionnement de l'État et à garantir le pouvoir d'achat de la population.**

La réalité dans l'économie des grands groupes d'entreprises suisses est différente. Alors que le présent papier d'analyse était en cours de rédaction, UBS a annoncé des primes records pour son équipe de direction. Les médias ont titré : « UBS : le 1 % le plus élevé sous une « pluie de bonus »<sup>21</sup>. UBS a versé 3,3 milliards de dollars dans son pot de bonus pour 2020, selon le rapport annuel de la grande banque. 1 milliard de dollars va au groupe relativement restreint de ceux que l'on appelle les «Key Risk Takers» (« preneurs de risques clés ») d'UBS. Environ 30 % du montant total des bonus vont donc à moins de 1 % des effectifs d'UBS – il existe un profond gouffre d'inégalité salariale dans la grande banque.

Pendant la pandémie, les entreprises familiales Ems-Chemie et Swatch Group ont elles aussi fait les grands titres. Toutes deux versent des dividendes élevés (avec une imposition partielle en raison des minorités qualifiées) – même si les deux entreprises ont envoyé une partie du personnel au chômage partiel ou, comme dans le cas de Swatch, ont également supprimé 10 % du personnel, soit environ 3700 emplois. Le groupe Ems-Chemie a versé pour 2020 un dividende de 398 millions de francs, dont 263 millions à Magdalena Martullo-Blocher, Rahel Blocher et Miriam Baumann-Blocher. Les trois sœurs figurent ainsi parmi les plus gros bénéficiaires de dividendes de l'année. Et bien que le plus grand horloger du monde, Swatch Group, soit dans le rouge pour la première fois, le conseil d'administration a l'intention de verser un dividende de 181 millions. Sur ce montant, 43 millions de francs iront aux familles de Nick Hayek, CEO du groupe, de Nayla Hayek, présidente du conseil d'administration, et de Johann Schneider-Ammann, ancien conseiller fédéral. Et cela même si 12 000 employé-e-s du groupe horloger ont reçu l'année dernière – ou reçoivent encore – temporairement leur salaire de l'assurance-chômage<sup>22</sup>.

**Il est déjà intéressant de remarquer que la Suisse, surtout pendant la pandémie de coronavirus, s'est élevée au rang de « paradis des dividendes » ou de « pays des merveilles des dividendes »<sup>23</sup>. Selon la société d'investissement Henderson, les entreprises helvétiques ont été les seules en Europe à augmenter leurs versements en 2020 par rapport à l'année précédente.** Avec une augmentation de 6,6 %, pour atteindre 41,9 milliards de dollars, le pays est devenu le plus grand payeur de dividendes du

<sup>21</sup> <https://www.finews.ch/news/banken/45339-ubs-bonus-2020-risk-takers-ungleichheit> [en allemand]

<sup>22</sup> <https://www.20min.ch/story/blochers-und-hayeks-zahlen-sich-hohe-dividenden-aus-645271802270> et <https://www.tagesanzeiger.ch/blochers-und-hayeks-sahnen-trotz-kurzarbeit-und-entlassungen-ab-844740377040>

<sup>23</sup> <https://www.fuw.ch/article/die-schweiz-ist-ein-paradies-fuer-dividenden/> [en allemand]



continent, dépassant l'Allemagne et la France. Cela est également lié aux exigences des autorités de surveillance : au sein de l'UE, un gel temporaire des dividendes a été imposé aux banques commerciales, mais pas en Suisse (malgré les milliards de soutien de la BNS). Avec pour effet pervers que les investisseurs étrangers sont attirés par la Bourse suisse et que la BNS se sent obligée d'intervenir encore plus. Aujourd'hui, en Suisse, la fortune a atteint sept fois le niveau des revenus. La fortune financière est principalement concentrée chez les plus riches. Le 1 % le plus riche de la population suisse possède environ 40 % de tous les actifs.

**Il serait difficile d'imaginer un meilleur argument pour faire accepter l'initiative 99 %. L'initiative passera probablement en votation en automne. À noter aussi : plus une société est inégalitaire, plus elle est sujette aux crises. L'initiative 99%, qui veut imposer plus lourdement les revenus du capital et soulager les revenus du travail, ne fait donc pas que garantir une redistribution plus équitable des revenus : elle réduit également les inégalités et, donc, la vulnérabilité de notre société face aux crises à venir.**

Encore une fois : la Suisse peut et doit financer les dépenses extraordinaires immédiates liées au coronavirus (telles que l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, le programme pour les cas de rigueur, les coûts de vaccination et de dépistage, etc.) en augmentant la dette nationale (voir chapitre 2). Il existe plusieurs options pour le financement solidaire du programme de redémarrage – indispensable d'urgence – pour les années 2022 et 2023. Le PS a déjà présenté plusieurs propositions de financement au Parlement : par exemple, **l'introduction d'un prélèvement de solidarité sur des actifs chiffrés en milliards pour financer le programme de nouveau départ**<sup>24</sup>. Ou encore une **surtaxe de solidarité extraordinaire sur les impôts sur les bénéfices pour les entreprises (voir UBS) qui ont réalisé des bénéfices pendant la crise**<sup>25</sup>. Notre **demande de soumettre d'avantage les entreprises numériques à l'impôt** va dans le même sens<sup>26</sup>. Ainsi, nous avons déjà demandé un prélèvement sur le chiffre d'affaires dégagé en Suisse par les géants d'Internet, lesquels, notoirement, ne paient pas d'impôts ici sur les bénéfices qu'ils réalisent en Suisse<sup>27</sup>. Il convient également d'examiner comment – autre option – ne pas imposer le chiffre d'affaires réalisé en Suisse par ces entreprises, mais introduire à moyen terme une taxe sur les données des utilisateurs collectées ici<sup>28</sup>.

Une autre demande, qui a également été formulée au début de la crise, concerne les réserves de distribution de la Banque nationale. La perspective que la Confédération, du fait du frein à l'endettement, doive à l'avenir reporter des dépenses et des investissements im-

---

<sup>24</sup> [20.3203](#) MOTION du Groupe socialiste du 04.05.2020.

<sup>25</sup> [20.3947](#) MOTION du Groupe socialiste du 08.09.2020.

<sup>26</sup> [20.4676](#) Motion Projet d'impôt numérique.

<sup>27</sup> [19.424](#) INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

<sup>28</sup> Le PS s'inscrit ici dans la même ligne que le Parti socialiste européen (PSE), qui a adopté un nouvel agenda de politique fiscale autour de quatre axes : l'imposition des grandes fortunes (wealth taxation), l'imposition des données (data taxation), l'imposition environnementale (environmental taxation) et une imposition plus juste des entreprises (impliquant notamment les grandes entreprises numériques) : *While the COVID-19 vaccine has brought hope, a return to pre-pandemic life does not mean an immediate return to business as usual. It will be a process that will take time. The catastrophic effects of the virus underline why a well-functioning welfare state - funded by a just tax system - is so important. Europe's socialists and democrats believe everyone must pay their fair share by developing progressive tax policies including wealth, environmental, digital, corporate and data taxes.*

portants, alors que la Banque nationale dispose de plus de 900 milliards de francs de réserves et de 91 milliards de francs de bénéfices cumulés, risque d'être difficile à faire accepter<sup>29</sup>. Le PS réclame depuis longtemps un versement unique (ponctuel) de la BNS pour soutenir les assurances sociales (notamment l'AVS). **Un deuxième versement unique à partir des réserves de distribution de la Banque nationale doit servir à financer le plan de relance.**

**Enfin, un fonds souverain devrait être mis en place pour des projets à plus long terme, notamment en matière de protection du climat et de numérisation<sup>30</sup>.** L'étude présentée par le PS (voir chapitre 2) recommandait à la Suisse de profiter davantage de la situation des taux d'intérêt bas et de la confiance dans le franc suisse pour créer un fonds souverain qui apporterait des fonds supplémentaires pour financer des investissements en faveur d'une numérisation plus rapide de la Suisse ainsi que de la lutte contre le changement climatique. L'État ferait un placement dans ce fonds (10 % du PIB) et le financerait avec des obligations d'État. Les taux d'intérêt sur les obligations d'État étant faibles ou négatifs, le fonds générerait non seulement des bénéfices sur les investissements, mais aussi des revenus issus des taux négatifs<sup>31</sup>. La Suisse doit également réfléchir à la manière dont elle peut contribuer à la stabilisation de l'environnement économique international. L'endettement international, en particulier celui des pays les plus pauvres, a augmenté de façon spectaculaire et il sera difficile d'éviter une conférence internationale sur la dette. La Suisse doit ici participer au remboursement de la dette et à sa réduction.

---

<sup>30</sup> Voir aussi l'appel à un fonds suisse de 100 milliards lancé par les deux professeurs du KOF Gersbach et Sturm, <https://www.oekonomenstimme.org/artikel/2020/03/ein-schweizfonds-mit-100-mia-franken-als-zweiter-pfeiler/>.

<sup>31</sup> A sovereign wealth fund is an option: The low – even negative – yields required by global investors to hold the Swiss government bonds show that the country has a substantial intangible asset, namely the trust of the world. The Swiss Confederation could take advantage of this through a sovereign wealth fund. The fund would be funded by long-term government bonds and invested in higher return assets. While the idea of a Swiss sovereign wealth fund is often raised in the media, it is usually linked to the large size of the Swiss National Bank's balance sheet. By contrast, we consider a fund entirely distinct from the central bank, as the two institutions have profoundly different mandates. Considering a range of possible returns, we estimate that a fund of 10% of GDP could generate an annual gain between CHF 0.7 and 2.1 billion (0.1% to 0.3% of GDP). These estimates give an order of magnitude and should be completed with finer analyses to get a more precise picture. While it will of course be important to carefully design the governance structure of the fund so that it can focus on its main task, the governance challenges are manageable. <https://cepr.org/content/new-cepr-policy-insight-%E2%80%98burden%E2%80%99-swiss-public-debt-lessons-research-and-options-future> [en anglais]. <https://de.investing.com/rates-bonds/switzerland-government-bonds> [en anglais].